



PRÉFET DE LA CHARENTE-MARITIME

PREFECTURE

Secrétariat Général

Direction de la Coodination
et de l'appui territorial

Bureau de l'environnement

**Arrêté préfectoral n°18-0343
d'institution de servitudes d'utilité publique
sur la commune de Clérac**

Le Préfet de la Charente-Maritime
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

VU le code de l'environnement,

VU l'arrêté du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux,

VU l'arrêté préfectoral n°12-1650 du 25 juin 2012 autorisant la société SOTRIVAL à exploiter une installation de stockage et de valorisation de déchets non dangereux, sur la commune de Clérac,

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n°2013-2771 du 14 novembre 2013 modifiant les prescriptions d'exploitation des installations de la société SOTRIVAL,

VU l'arrêté préfectoral n°14-2458 du 6 octobre 2014 autorisant la société SOTRIVAL à exploiter un ensemble d'installations de traitement de déchets, sur la commune de Clérac,

VU le rapport et les propositions en date du 10 octobre 2017 de l'inspection des installations classées,

VU l'avis émis par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques émis le 25 janvier 2018,

VU l'avis réputé favorable du maire

VU l'avis réputé favorable du propriétaire des parcelles

VU le projet d'arrêté préfectoral notifié le 26 janvier 2018 à la société SOTRIVAL,

Considérant que l'exploitant n'a pas formulé d'observation sur le projet d'arrêté porté à sa connaissance le 26 janvier 2018,

Considérant qu'il convient de formaliser les limites d'utilisation de plusieurs parcelles afin de prévenir durablement tout risque pour l'environnement ou la santé des utilisateurs du site,

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture de Charente-Maritime,

ARRÊTE

ARTICLE 1

Des servitudes d'utilité publique, dont la nature est définie ci-après, sont instituées sur les parcelles cadastrales mentionnées à l'article 2 du présent arrêté.

ARTICLE 2

Les servitudes instituées par le présent arrêté concernent les parcelles cadastrales suivantes (liste détaillée en annexe I), sur la commune de Clérac :

| Commune | Section cadastrale | N° des parcelles |
|---------|--------------------|---|
| Clérac | G | 144 à 147, 150 à 163, 169 à 172, 718, 780, 781, 951, 952, 970, 973, 986, 993, 1116, 1118, 1139. |

Ces parcelles figurent sur le plan joint en annexe II au présent arrêté.

ARTICLE 3

Les servitudes applicables sont les suivantes :

Les aménagements suivants sont interdits :

- L'implantation de constructions ou d'ouvrages susceptibles de nuire à la couverture du site, sa gestion, son suivi ;
- toute construction ou tout usage pouvant nuire à la protection des moyens de captage du biogaz, des moyens de collecte et de traitement des lixiviats, des piézomètres et au maintien durable du confinement des déchets ;
- la construction ou l'aménagement d'ouvrages et d'immeubles à usage d'habitation et tout établissement recevant du public tels qu'établissements scolaires, établissements hospitaliers, pensionnats, maisons de retraite et centres commerciaux ;
- l'aménagement de terrains de camping ou de caravaning, d'aires pour les gens du voyage et de parcs de loisirs ou assimilés ;
- les dépôts d'hydrocarbures liés notamment à des installations de distribution de carburant ainsi que le logement de fonction y afférant ;
- toute activité qui pourrait, notamment en raison des émissions qu'elle génère, créer une réaction chimique, de type inflammation ou explosion avec le biogaz, comme par exemple la pratique de l'écobuage ;
- la réalisation de puits ou de forages, notamment pour le captage d'eau, quel que soit l'usage, en dehors de ceux afférents à l'exploitation et la surveillance du site ;
- l'aménagement d'étangs ou de retenues d'eau ;
- tous les projets susceptibles de modifier l'état du sol et du sous-sol et de perturber la mise en œuvre de prescriptions relatives à la surveillance du site, à l'exception en particulier des travaux suivants :
 - aménagements nécessaires au fonctionnement des activités liées à la gestion des effluents produits par le stockage (lixiviats et biogazs)
 - remise en état des voies d'accès internes du site
 - amendements ou apports de terre végétale pour favoriser la végétalisation du site
 - entretien du couvert végétal et des plantations
 - extraction des déchets en vue de leur retraitement
 - implantation de panneaux photovoltaïques ou de dispositifs équivalents.

Toute suppression ou toute modification des servitudes énoncées ci-dessus devra être préalablement approuvée par le préfet de département, dans les conditions prévues par les articles L. 515-8 à L.515-12 du Code de l'environnement ou tout autre texte qui viendrait s'y substituer.

Les présentes servitudes doivent être annexées aux documents d'urbanisme de la commune de Clérac, conformément aux dispositions des articles L.126-1 et R.123-22 du Code de l'urbanisme.

Les présentes servitudes doivent être publiées au service de la publicité foncière.

Le propriétaire ou l'occupant du site doit laisser un libre accès à tous les représentants de l'administration ou des collectivités territoriales en charge du respect de ce présent règlement, ou à toutes personnes ou organismes mandatés par elles.

ARTICLE 4

Une servitude de passage avec maintien en l'état des piézomètres est instituée sur les parcelles suivantes :

| Commune | Section cadastrale | N° des parcelles |
|---------|--------------------|---------------------|
| Clérac | G | 148, 718, 993, 1057 |

Il est interdit de déplacer, de supprimer, d'enfouir ou de combler, excepté pour des raisons d'ordre technique et/ou environnemental en relation avec l'exploitant, les piézomètres de contrôle visés par le programme de surveillance et de contrôle défini par arrêté préfectoral d'autorisation de la société SOTRIVAL. L'accès à ces piézomètres devra être assuré à tout moment au représentant de l'État et à la société SOTRIVAL, ou à toute autre personne mandatée par ceux-ci, afin d'y opérer les contrôles et prélèvements nécessaires au suivi de l'installation.

ARTICLE 5

L'institution des présentes servitudes ouvre droit à une indemnité au profit des propriétaires, des titulaires de droits réels ou de leurs ayants droits, lorsqu'elle entraîne un préjudice direct, matériel et certain.

La demande d'indemnisation doit être adressée à l'exploitant de l'installation de stockage de déchets non dangereux dans un délai de trois ans à dater de la notification de la décision instituant la servitude. A défaut d'accord amiable, indemnité est fixée par le juge de l'expropriation conformément aux dispositions de l'article L.515-11 du code de l'environnement.

ARTICLE 6

Conformément aux dispositions de l'article R.515-31-7 du code de l'environnement, le présent arrêté est notifié au maire de la commune de Clérac et à chacun des propriétaires des terrains et des autres titulaires de droits réels ou de leurs ayants droits lorsqu'ils sont connus.

Cet arrêté fait l'objet, en vue de l'information des tiers, d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Charente Maritime et d'une publicité foncière.

ARTICLE 7

Les présentes servitudes sont annexées au plan local d'urbanisme de la commune de Clérac dans les conditions prévues à l'article L.126-1 du code de l'urbanisme.

ARTICLE 8

Le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif de Poitiers :

- par le maire de la commune de Clérac, chacun des propriétaires des terrains et des autres titulaires de droits réels ou de leurs ayants droit lorsqu'ils sont connus, ainsi que l'exploitant de l'installation de stockage de déchets non dangereux, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers, dans un délai de deux mois à compter de la dernière mesure de publicité mentionnée au deuxième alinéa de l'article 6 du présent arrêté.

ARTICLE 9

Le secrétaire général de la préfecture et le maire de la commune de Clérac sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

La Rochelle, le

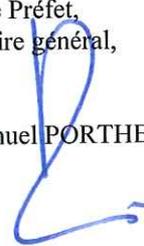
Le Préfet

Pour le Préfet,

Le secrétaire général,

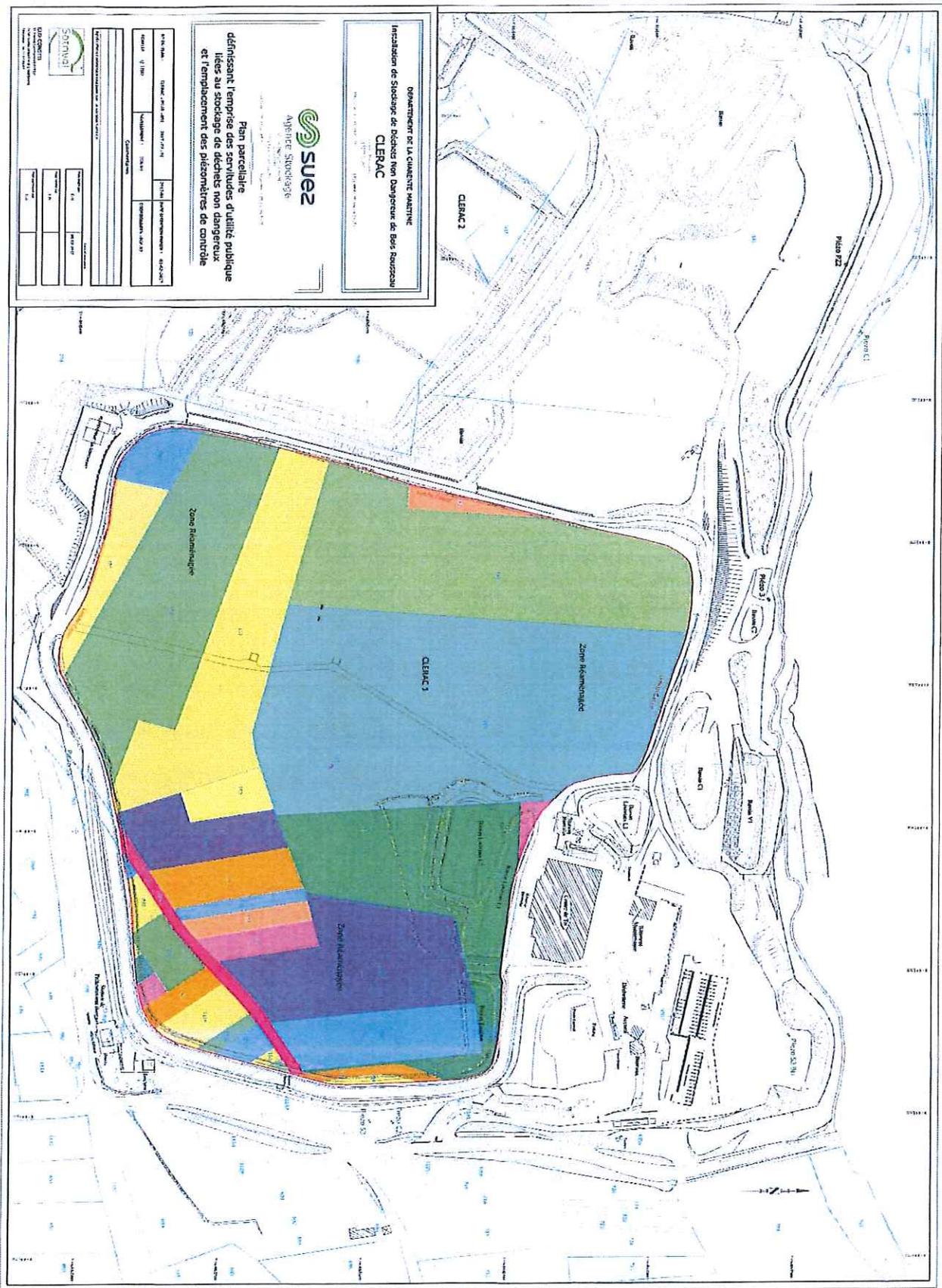
Pierre-Emmanuel PORTHERET

12 FEV. 2018



Annexe 1 – Liste des parcelles faisant l'objet des servitudes

| PROPRIÉTAIRE MATRICIEL (personne physique) ou SON REPRÉSENTANT (personne morale) | RÉFÉRENCES CADASTRALES | | | | | EMPRISE DE LA SUP | | | EMPRISE HORS SUP |
|---|------------------------|-------------|-----------------|----------|---|--|---|--|---|
| | Sec | N° | Lieu-dit | Commune | Contenance Totale de la Parcelle | Surface Totale Numérisée de la Parcelle (m ²) | Surface Concernée (m ²) | Affectatio n du sol | Surface Totale Numérisée - Surface Concernée (m ²) |
| SA SOTRIVAL | G | 144 | BOIS ROUSSEAU | CLERAC | 6 ca | 6 | 6 | Stockage de déchets non dangereux | 0 |
| | G | 145 | BOIS ROUSSEAU | CLERAC | 4ha 25a 49ca | 42399 | 35169 | | 7230 |
| | G | 146 | BOIS ROUSSEAU | CLERAC | 2ha 64a 31ca | 26298 | 20425 | | 5873 |
| | G | 147 | BOIS ROUSSEAU | CLERAC | 2ha 09a 40ca | 20861 | 923 | | 19938 |
| | G | 150 | BOIS ROUSSEAU | CLERAC | 1ha 81a 60ca | 18287 | 15831 | | 2457 |
| | G | 151 | BOIS ROUSSEAU | CLERAC | 1ha 35a 18ca | 13570 | 12958 | | 612 |
| | G | 152 | BOIS ROUSSEAU | CLERAC | 23ca | 23 | 1 | | 22 |
| | G | 153 | BOIS ROUSSEAU | CLERAC | 15a 30ca | 1522 | 1522 | | 0 |
| | G | 154 | BOIS ROUSSEAU | CLERAC | 37a 29ca | 3797 | 3794 | | 3 |
| | G | 155 | BOIS ROUSSEAU | CLERAC | 27a 99ca | 2774 | 2774 | | 0 |
| | G | 156 | BOIS ROUSSEAU | CLERAC | 7a 96ca | 801 | 801 | | 0 |
| | G | 157 | BOIS ROUSSEAU | CLERAC | 11a 88ca | 1227 | 1227 | | 0 |
| | G | 158 | BOIS ROUSSEAU | CLERAC | 14a 16ca | 1391 | 1391 | | 0 |
| | G | 159 | BOIS ROUSSEAU | CLERAC | 1ha 00a 58ca | 9980 | 9980 | | 0 |
| | G | 160 | BOIS ROUSSEAU | CLERAC | 46a 99ca | 4730 | 4730 | | 0 |
| | G | 161 | BOIS DES LANDES | CLERAC | 2a 83ca | 266 | 82 | | 184 |
| | G | 162 | BOIS DES LANDES | CLERAC | 3a 67ca | 372 | 143 | | 229 |
| | G | 163 | BOIS DES LANDES | CLERAC | 12a 98ca | 1243 | 530 | | 713 |
| | G | 169 | BOIS DES LANDES | CLERAC | 6a 13ca | 649 | 289 | | 360 |
| | G | 170 | BOIS DES LANDES | CLERAC | 6a 38ca | 631 | 167 | | 464 |
| | G | 171 | BOIS DES LANDES | CLERAC | 13a 98ca | 1401 | 1393 | | 8 |
| | G | 172 | BOIS DES LANDES | CLERAC | 6a 01ca | 597 | 32 | | 565 |
| | G | 718 | LE CAILLAUD | CLERAC | 28a 80ca | 2943 | 279 | | 2664 |
| | G | 780 | BOIS ROUSSEAU | CLERAC | 50a 70ca | 5150 | 1648 | | 3502 |
| | G | 781 | BOIS ROUSSEAU | CLERAC | 93a 08ca | 9185 | 2854 | | 6330 |
| | G | 951 | BOIS ROUSSEAU | CLERAC | 1ha 55a 10ca | 15453 | 13955 | | 1498 |
| | G | 952 | BOIS ROUSSEAU | CLERAC | 97a 60ca | 9708 | 374 | | 9334 |
| | G | 970 | BOIS DES LANDES | CLERAC | 15a 47ca | 1562 | 75 | | 1488 |
| | G | 973 | BOIS DES LANDES | CLERAC | 14a 68ca | 1467 | 519 | | 948 |
| | G | 986 | BOIS DES LANDES | CLERAC | 13a 40ca | 1372 | 914 | | 458 |
| | G | 993 | BOIS DES LANDES | CLERAC | 26a 90ca | 2627 | 1739 | | 888 |
| | G | 1116 | BOIS DES LANDES | CLERAC | 29a 21ca | 2940 | 1449 | | 1492 |
| | G | 1118 | BOIS DES LANDES | CLERAC | 9a 52ca | 954 | 406 | | 548 |
| G | 1139 | LE CAILLAUD | CLERAC | 27a 92ca | 2618 | 654 | 1964 | | |



DÉPARTEMENT DE LA CÔTE-DU-SUD
 Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux de Bois Rousseau
CERAC



Plan parcellaire
 définissant l'emprise des servitudes d'utilité publique
 liées au stockage de déchets non dangereux
 et l'emplacement des piezomètres de contrôle

| | |
|--------------|--|
| PROJET | INSTALLATION DE STOCKAGE DE DÉCHETS NON DANGEREUX DE BOIS ROUSSEAU |
| CLIENT | AGENCE SUEZ |
| DATE | 2014 |
| ÉCHELLE | 1:500 |
| PROJETÉ PAR | AGENCE SUEZ |
| APProuvé PAR | AGENCE SUEZ |
| DATE | 2014 |